



Parlement européen : les organisations membres de la campagne “Stop Impunité” demandent aux 56 eurodéputés français de mettre en œuvre leurs engagements

Le 28 mai 2019

Durant la campagne pour les Européennes, 711 candidat.e.s ont répondu à l’appel lancé par les 560.000 citoyens qui demandent “des droits pour les peuples, des règles pour les multinationales”. Ce 26 mai, 56 d’entre eux/elles ont été élus députés européens. Leurs engagements doivent se traduire en actes : ils doivent constituer des lignes rouges dans toutes les négociations à venir et devenir effectifs face à l’imminence de la signature des accords de commerce et d’investissement UE-Vietnam.

A l’occasion des élections européennes, les 200 organisations issues de 16 pays européens membres de la campagne “Stop Impunité” ont interpellé les candidat.e.s au Parlement européen. En France, [711 candidat.e.s ont pris des engagements à ce sujet](#).

Au lendemain des élections, on dénombre:

- 56 eurodéputés (LREM, EELV, LR, LFI et PS/PP) ayant pris l’engagement de renforcer les législations contraignantes, au niveau de l’Union européenne et des Nations Unies, afin de protéger les droits humains et l’environnement face aux dommages causés par les entreprises.
- 25 d’entre eux (EELV, LFI et PS/PP) s’étant également prononcés pour la fin de l’arbitrage investisseurs-Etats dans les accords de commerce et d’investissement, un système de justice parallèle qui permet aux multinationales d’attaquer les Etats et de remettre en cause des politiques publiques d’intérêt général.

Les organisations françaises membres de la campagne appellent les eurodéputés français à mettre dès à présent [leurs engagements](#) en œuvre.

Alors que les négociations débutent à Bruxelles pour la composition des groupes politiques au sein du Parlement européen, pour sa présidence et pour celle des commissions thématiques, ainsi que pour la nomination des membres de la nouvelle Commission européenne, les eurodéputés doivent faire de leurs engagements des lignes rouges dans ces négociations et les inscrire dans la feuille de route de la prochaine Commission.

Les organisations de la campagne “Stop Impunité” les appellent enfin à intervenir auprès de la Commission européenne et des Etats membres de l’Union européenne avant que les accords de commerce et d’investissement UE-Vietnam ne soient finalisés et signés.

Contacts presse :

Juliette Renaud (Amis de la Terre), juliette.renaud@amisdelaterre.org, 06.37.65.56.40
Louis Moreau (CCFD-Terre Solidaire), l.moreau@ccfd-terresolidaire.org, 06.66.12.33.02
Mathilde Dupré (Institut Veblen), dupre@veblen-institute.org, 06.77.70.49.55
Maxime Combes (AITEC), maxime.combes@gmail.com, 06.24.51.29.44

Pour en savoir plus :

Le site en français de la campagne: www.stop-impunite.fr

Les engagements pris par les candidat.e.s sont à retrouver [ici](#)

La liste des 711 candidat.e.s ayant répondu à l’appel est [ici](#)

Le texte de la pétition et le dossier de presse de janvier 2019 sont [ici](#)

Les organisations françaises membres de la campagne:

ActionAid France, aGter, Aitec, Alofa tuvalu, Alternatiba, Amis de la Terre France, Attac France, Banana Link, Bizi, BLOOM, CADTM, CCFD-Terre Solidaire, Ceras, CGT, Collectif Ethique sur l'étiquette, Collectif Roosevelt, Collectif Stop TAFTA CETA, Comité Pauvreté et Politique, Commerce Équitable France, Confédération paysanne, CRID, Emmaüs International, Fédération Artisans du Monde, Fondation pour la Nature et l'Homme, Fondation Copernic, foodwatch France, FSU, France Amérique Latine, France Libertés, France Nature Environnement, Greenpeace France, I-Buycott, Institut Veblen, Ligue des droits de l'Homme, Max Havelaar France, le Mouvement, Notre affaire à tous, ReAct, Réseau Foi & Justice Afrique Europe, Secours Catholique - Caritas France, Sherpa, Sum of us, Syndicat de la Magistrature, Terre des Hommes, Union syndicale Solidaires, Wemove